

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (président du Conseil du Trésor): Les inquiétudes auxquelles le député fait allusion n'existent que dans son imagination. Il a parlé d'un projet de loi, le bill C-12, qui avait été déposé au cours de la précédente législature. Nous avons déjà examiné ce projet de loi. Nous l'avons trouvé inadéquat et nous avons l'intention d'y substituer une mesure beaucoup plus appropriée, qui remédiera à l'effrayante insuffisance du financement des pensions de retraite des fonctionnaires.

[Français]

ON DEMANDE SI LE NOUVEAU PROJET DE LOI PRÉVOIT
L'INDEXATION DES PENSIONS

M. Gaston Isabelle (Hull): Ma question s'adresse encore au président du Conseil du Trésor. Est-ce qu'il peut dire à la Chambre s'il y aura une disposition dans le nouveau projet de loi qui sera déposé visant les employés retraités de la Fonction publique et indiquant s'ils auront droit à une indexation du coût de la vie?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (président du Conseil du Trésor): J'ai dit tantôt que le projet de loi proposé lors de la trentième législature faisait l'objet d'un réexamen. Nous croyons pouvoir présenter un projet de loi mieux conçu et à ce moment-là, le député verra que nous avons mieux pensé à l'indexation de la pension des fonctionnaires qu'il ne le croit aujourd'hui.

* * *

LES TRANSPORTS

LA RÉPONSE DE LA CTC À LA DEMANDE DE LA CANAVIA
TRANSIT INC.

M. Robin Richardson (Beaches): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je parle d'un article paru dans le *Globe and Mail*; on y traite de la Canavia Transit Inc., société quelque peu mystérieuse qui, installée à Montréal, refuse de dévoiler l'identité de ses directeurs et de ses commanditaires, et qui a demandé à la Commission canadienne des Transports l'autorisation de se servir de l'aéroport de l'île de Toronto pour un service de transporteur ADAC; le président de cette société, M. John P. T. Gilmore, prétend que le ministre des Transports a émis une directive très précise...

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous devons permettre au député de poser sa question.

M. Richardson (Beaches): Le ministre pourrait-il dire s'il a autorisé la CCT à répondre à la demande de Canavia Transit, s'il s'est montré favorable à cette demande et si le gouvernement a pris une décision quelconque sur l'utilisation de l'île de Toronto pour le service de transporteur ADAC?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Comme le député le sait sans aucun doute, Canavia est entièrement libre de présenter pareille demande. Je l'ai déjà

[M. Isabelle.]

affirmé dans ma lettre que M. Gilmore a interprétée de façon inexacte.

* * *

L'ÉNERGIE

LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS CONTRE TOUTE
HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

M. Robert Daudlin (Essex-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que le gouvernement a annoncé qu'il avait pour politique de majorer immédiatement et rapidement les prix du pétrole jusqu'à ce qu'ils atteignent le cours international, et que tout le secteur agricole du Canada sera indûment touché par cette initiative brusque et irréfléchie, compte tenu en outre du fait que les producteurs de denrées alimentaires et les consommateurs canadiens en seront victimes et qu'il leur est pratiquement impossible de se protéger contre les répercussions de cette mesure, j'aimerais demander au ministre si lui et son collègue, le ministre de l'Agriculture, se sont concertés pour déterminer les répercussions de cette initiative sur la production et les prix des aliments, et s'il a lui-même déjà pris des mesures visant à protéger les producteurs et les consommateurs canadiens des conséquences qu'aurait l'initiative envisagée par le gouvernement?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Contrairement à leurs prédécesseurs, les membres de ce cabinet se concertent en permanence sur les questions d'intérêt national. Je puis affirmer au député que la question des répercussions du renchérissement du pétrole me préoccupe énormément, que nous avons actuellement de longs entretiens pour élaborer une politique énergétique globale et que nous tenons largement compte, ce faisant, des facteurs auxquels le député vient de faire allusion.

M. Daudlin: Je me félicite d'apprendre que le ministre consulte ses collègues. Peut-être pourrais-je donc demander au ministre de l'Agriculture s'il envisage de proposer une solution de rechange au renchérissement des prix et de conseiller à cet effet au ministre de l'Énergie d'autoriser des abattements sur les frais énergétiques que doivent assumer les agriculteurs de notre pays notamment pour l'achat du carburant de leurs tracteurs ou d'engrais azotés faits à partir du gaz naturel et ce, afin de protéger non seulement les producteurs agricoles de notre pays mais aussi les consommateurs.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Je remercie le député pour sa question—je dois dire que ce n'est pas celle à laquelle je m'attendais comme coup d'envoi. Toutefois j'apprécie sa recommandation à sa juste valeur puisqu'elle a trait à un problème grave qui concerne l'ensemble du secteur agroalimentaire.

Quand mon collègue, le ministre de l'Énergie déclare que nous nous consultons, c'est exactement ce que nous faisons et nous avons l'intention de poursuivre notre concertation de façon régulière afin d'apporter des solutions à ce problème très grave.